| **Les objectifs, les actions et moyens de l'Etat sont-ils à la hauteur de l'urgence environnementale ?****Administrations centrales** |
| --- |

*Ce questionnaire est destiné à être envoyé à l’ensemble des administrations centrales. De façon ponctuelle, et après adaptation du questionnaire, une version pourra être transmise aux services déconcentrés également.*

# I. La question environnementale dans l’organisation du pôle ministériel ou de la direction centrale

## Missions et stratégie

* Pouvez-vous décrire en quelques lignes les **missions de votre pôle ministériel ?**
* Comment qualifieriez vous la **place de l’engagement pour la préservation de l’environnement et contre les changements climatiques, et de la prise en compte de l’urgence écologique, dans vos missions/orientations stratégiques** :
	+ 1. Ce sont des missions centrales de votre entité
	+ 2. Ce sont des missions secondaires de votre entité
	+ 3. Ce ne sont pas des missions de votre entité, mais vous les prenez en compte prioritairement lors de la réalisation de vos missions principales et secondaires
	+ 4. Ce ne sont pas des missions de votre entité, mais vous les prenez en compte secondairement lors de la réalisation de vos missions principales et secondaires
	+ 5. Ce ne sont pas des missions de votre entité, et vous ne les prenez pas en compte

Développez ici si nécessaire

* Quel **processus** (s’il existe) avez vous mis en place pour vous assurer de la prise en compte des enjeux environnementaux et de l’urgence écologique dans la réalisation de vos missions ? Si ce processus n’est pas encore en place, y en a-t-il un en projet ?

## Organisation et gouvernance

* Avez vous actuellement un Haut Fonctionnaire au Développement Durable au sein de votre pôle ministériel ?

A quel échelon hiérarchique se trouve-t-il au sein de votre structure ?

A quels processus de décision est-il formellement intégré ? Joue-t-il un rôle de conseil uniquement concernant les actions de votre direction ministérielle, ou possède-t-il également un rôle décisionnaire effectif sur les questions de transition écologique ?

* Les enjeux environnementaux et leur prise en compte sont-ils un **sujet de dialogue social** au sein de votre pôle ministériel ?
* Y-a-t-il un **comité Développement Durable ou Environnement,** ou une autre instance équivalente, à haut niveau au sein de votre ministère ? Si oui, précisez si besoin :

Quelle influence ce Comité Développement Durable (ou instance équivalente) a-t-il d’une part sur le fonctionnement interne de votre structure et, d’autre part, sur les orientations politiques annuelles et objectifs de celle-ci ?

* Comment la **coordination intraministérielle** (entre directions, entre sous-directions, ainsi qu’entre les différents bureaux de votre ministère) des politiques publiques est-elle assurée au sein de votre pôle ministériel pour que celles-ci permettent une réponse cohérente, structurée et systémique à l’urgence environnementale ?

Avez-vous des postes de coordonnateur/facilitateur pour diffuser et coordonner les actions au sein du ministère ?

* Comment participez-vous à la **coordination interministérielle** des politiques publiques pour que celles-ci permettent une réponse cohérente, structurée et systématique de l’Etat à l’urgence environnementale ? Avez-vous des exemples de projets touchant aux enjeux environnementaux que vous avez effectués en interministériel ?

## Évaluation et réduction des impacts environnementaux[[1]](#footnote-0) du fonctionnement de l’organisation

### Évaluation :

* Votre organisation évalue-t-elle l’impact environnemental de son fonctionnement interne à l’aide de **méthodes quantitatives** (ACV, bilan carbone) ? Si oui, quelles méthodes sont utilisées ?
* Pouvez-vous lister les principaux **impacts de votre organisation** (dans ses achats, la restauration, la consommation d’énergie des bâtiments, le déplacement des agents et des usagers, etc ) sur l’environnement ?

### Réduction

* Avez-vous des **objectifs de réduction de votre empreinte écologique** ? Quelles actions menez-vous pour les atteindre (clauses environnementales dans les marchés publics, rénovation des bâtiments, plans de mobilité, sensibilisation interne, etc.) et quels sont les résultats de ces actions ?
* Par quels moyens vous assurez-vous de la mise en place de ces actions de réduction de votre empreinte environnementale ?

En particulier, votre **correspondant Services Publics Écoresponsables** dispose-t-il d’une équipe de soutien ? De relais au sein de chaque direction ?

* Votre pôle ministériel publie-t-il son Bilan des Émissions Gaz à Effet de Serre ?

Avez-vous décliné la feuille de route “numérique et environnement” ?

## 4. Formation et prise en compte des enjeux écologiques dans le travail des agents et conseillers

* Avez-vous mis en place une **formation sur les enjeux environnementaux** (climat, biodiversité, ressources, etc) pour vos cadres ? A quel niveau hiérarchique ?

Et pour l’ensemble des agents ?

* Encouragez-vous vos **collaborateurs,** à tout échelon hiérarchique, à agir sur l’activité de votre organisation et ses grandes orientations, au vu de l’urgence écologique ?

Si oui, par quels moyens ? (groupes de travail, possibilité de mener des projets de sobriété, réflexions sur les métiers ou activités de demain, etc).

Quels moyens et marges de manœuvre (concertation interne, etc) donnez-vous à vos collaborateurs pour **influencer l’évolution de votre entité,** dans son fonctionnement interne, mais également dans l’élaboration et la mise en œuvre des réglementations et politiques publiques ?

* Le recrutement au sein de votre structure comprend-t-il des **exigences de connaissance et d’expertise sur les sujets climatiques et environnementaux** ? La fiche de poste de chacun de vos agents (en sus de ceux dont l’action est principalement concentrée sur ces sujets) intègre-t-elle le lien du poste avec l’urgence climatique ?
* Comment évaluez-vous le **niveau de connaissance** de la feuille de route nationale de l’Agenda 2030 par les agents de votre ministère ?
	+ 1 : feuille de route totalement ou globalement inconnue
	+ 2 : feuille de route partiellement connue
	+ 3 : feuille de route bien connue mais difficilement mise en oeuvre
	+ 4 : feuille de route très bien connue
	+ Autre : précisez.

# II. La question environnementale dans les politiques publiques menées par le pôle ministériel ou la direction

## Conception et évaluation des politiques publiques

*NB : Cette partie pourra être remplie de façon différenciée par chacune des directions centrales qui composent votre pôle ministériel, en raison de la variabilité potentielle forte des politiques publiques qu’elles mènent.*

### Conception des politiques publiques

* Comment les politiques publiques dont vous avez la charge contribuent-elles à **l’atteinte des objectifs environnementaux** (SNBC, PPE, SNB) de la France ?
* Quelles sont vos relations avec le **CGDD** ou d’autres instances référentes sur les questions environnementales pour adapter votre conception des politiques publiques aux enjeux environnementaux et à l’urgence écologique ?

### Évaluation de l’action publique :

* Réalisez-vous des **évaluations quantitatives et qualitatives** de l’impact des **politiques publiques** portées par votre ministère (avec indicateurs de performance) ?
	+ Antérieurement à leur passage devant le Parlement (évaluation ex-ante)
	+ Suite à leur vote et mise en application (évaluation ex-post)

Quelles méthodes d’évaluation utilisez-vous ?

* Plus précisément, avez-vous des **indicateurs de performance**, déclinés dans les projets et rapports annuels et performance, associés à l’atteinte des objectifs environnementaux de la France (SNBC, PPE, SNB)[[2]](#footnote-1) ? Lesquels ?
* Avez-vous intégré dans votre processus budgétaire interne un **exercice de budgétisation verte** afin de recenser les dépenses publiques défavorables à l'environnement (subventions aux énergies fossiles, etc... ) et celles concourant à l’atténuation ou à l’adaptation climatique, à la lutte contre l’artificialisation des sols ou la protection de la biodiversité ?

En conséquence, sur l’ensemble du budget assigné à votre pôle ministériel, quel **pourcentage** a un **impact favorable pour le climat** ? Quel pourcentage a un **impact défavorable** ? Qu’en est-il pour l’environnement en général, si vous êtes en mesure de l’estimer ?

* Votre pôle ministériel contribue-t-il à l’élaboration annuelle du **budget vert** ?

Si oui, de quelle façon ?

* Dans quelle mesure les résultats de performance obtenus, vous servent-ils à **réorienter, adapter vos politiques publiques** pour qu'elles soient plus efficaces et efficientes face à l'urgence environnementale ?

## Relations avec les pouvoirs publics et les citoyens

* Y-a-t-il des **directives communes et des objectifs associés** à l’échelle de votre pôle ministériel pour la prise en compte des enjeux environnementaux dans les actions de vos services déconcentrés et opérateurs ?

Si oui, pouvez-vous en donner les grandes lignes ?

* Comment vous assurez-vous de l’atteinte de ces objectifs ? En particulier, avez-vous mis en place des indicateurs de suivi pour ces structures (indicateurs de performances, contrats d’objectifs et de moyens, contrats pluriannuels d’objectifs et de moyens, contrats d’objectifs et de gestion) ?
* Avez vous des **interlocuteurs privilégiés** au sein de ces structures, responsables des questions environnementales (responsables environnement ou développement durable par exemple)
* Quelles sont vos interactions en la matière avec les **collectivités territoriale**s ?
* De quelle manière associez-vous les **citoyens, ONG, entreprises** à l'élaboration et l'amélioration des politiques publiques, en particulier sur les questions environnementales touchant à vos domaines de compétences ?
1. *climat, biodiversité, ressources naturelles…* [↑](#footnote-ref-0)
2. *Par exemple, utilisez-vous les indicateurs mis en place par l’INSEE dans le cadre de l’Agenda 2030, ou avez-vous vos propres indicateurs ? Si vous n’en avez pas, quels devraient-ils être selon vous pour rendre compte de l’action publique environnementale de votre direction ?* [↑](#footnote-ref-1)